

MODALITES DE FINANCEMENT DU PLAN 5000 TERRAINS DE SPORT

VOLET REGIONAL/TERRITORIAL CAMPAGNE 2023

Région Centre-Val de Loire



AGENCE
NATIONALE
DU SPORT



Enveloppe régionale dédiée :

Sur un montant national total de **86 339 645 €**, la région Centre-Val de Loire dispose d'un crédit régional 2023 de **3 048 713 €**

Porteurs de projets éligibles :

- **Les collectivités territoriales et leurs groupements** (communes, intercommunalités, départements, régions). La demande de subvention pourra être déposée par le bénéficiaire de la subvention ou par son mandataire (collectivité territoriale ou société dont le capital est détenu majoritairement par des personnes publiques, CREPS, SEM, SPL...) agissant au nom et pour le compte du bénéficiaire dans le cadre d'une convention de mandat ;
- **Les fédérations sportives agréées par le ministère des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques, les associations affiliées à des fédérations sportives** ainsi que **les associations et groupements d'intérêt public** qui interviennent dans le domaine des activités physiques et sportives.

Types d'équipements éligibles (liste non limitative) :

Quelques exemples de terrains de sport extérieurs éventuellement éclairés et/ou couverts fixes ou mobiles, voire gonflables, éligibles :

- Plateaux multisports avec ou sans piste d'athlétisme, plateaux de fitness, parcours de sport-santé connectés,
- Terrains de basket 3x3, terrains de hand 4x4, terrains de foot 5x5, terrains de futsal extérieurs, terrains d'AirBadminton, terrains de tennis, terrains de padel, terrains de squash, mini terrains de baseball, mini terrains de hockey sur gazon, mini terrains de rugby à 5, mini pistes d'athlétisme,
- Tables de tennis de table extérieures, tables de teqball extérieures,
- Skate-parks, street workout, pump tracks,
- Blocs d'escalade,
- Box/containers favorisant les pratiques sportives extérieures et les sports de nature à caractère non commercial,
- Bassins mobiles d'apprentissage de la natation et les bassins flottants en milieu naturel, etc.

Les projets de création de terrain de futsal extérieur et de foot à 5 pour lesquels un cofinancement de la FFF est demandé sont éligibles sur le volet national, qu'ils soient individuels ou multiples.

Les cahiers des charges sont consultables ici : www.fff.fr/fafa

Sont également éligibles ces 2 types de salles (exclusivement) :

- Dojos « solidaires » et salles d'arts martiaux, de boxe, de danse ou de gymnastique aménagés dans des locaux existants,
- Salles autonomes connectées.

A l'exception des dojos solidaires et des salles autonomes connectées, la création d'équipements clos ou l'intégration d'équipements au sein d'un équipement clos (salles spécialisées, gymnases, etc..) déjà existant ne sont pas éligibles.

Les équipements situés dans les territoires labellisés « Terres de Jeux 2024 », les équipements à proximité ou à l'intérieur des établissements scolaires et universitaires sont prioritaires.

✓ **Tous les types d'équipements de proximité éligibles individuels ou multiples** (plusieurs équipements de proximité pouvant être de nature différente) **situés au sein d'une même région ou d'un même territoire ultramarin sont éligibles au niveau régional/territorial.**

Un même dossier de demande de subvention portant sur le même nombre d'équipements et les mêmes territoires ne peut être déposé à la fois au titre du volet national et du volet régional/territorial.

Aide mise en place par les fédérations à destination des collectivités territoriales :

Les différentes fédérations sportives impliquées dans le cadre de ce Plan mettent à disposition des collectivités territoriales, des « fiches-types » relatives aux différents équipements sportifs de proximité, afin de les orienter au mieux dans la conception de leurs projets.

Ces fiches, disponibles sur le site internet de chaque fédération et dans le guide de l'ANDES qui sera mis en jour début 2023, préciseront notamment les caractéristiques techniques de l'équipement (dimensions, matériaux, normes...) et son coût approximatif. Ces fiches sont également disponibles sur le site internet de l'Agence. Les collectivités intéressées par l'équipement, l'animation et les cofinancements proposés pour cet équipement entrent en lien avec le référent de la fédération et cherchent avec l'association locale affiliée, le comité départemental, la ligue régionale ou le cas échéant avec la fédération directement le moyen le plus adapté de répondre à l'appel à projet pour décliner ce plan équipement de proximité selon les besoins du territoire et des populations.

Nature des travaux éligibles :

Sont éligibles la création et l'acquisition d'équipements nouveaux :

- La création d'équipements sportifs de proximité ;
- L'aménagement de locaux existants ;
- La requalification d'équipements sportifs existants non entretenus et non utilisés, en équipements sportifs de proximité de nature différente ;
- L'acquisition d'équipements sportifs de proximité mobiles **neufs**.

Les remorques de transport des équipements mobiles objets de la demande de subvention sont éligibles en territoires ultramarins exclusivement (les remorques seules ne sont pas éligibles).

Les rénovations d'équipements existants ne sont pas éligibles.

Le design actif réalisé sur les nouveaux équipements de proximité permettant de les personnaliser par des décors réalisés à la peinture (traçages, marquages au sol, dessins) et de les rendre encore plus attractifs pour favoriser l'activité physique, pourra être pris en compte dans les dépenses éligibles de l'Agence nationale du Sport dès lors qu'il ne s'agit pas de financer la prestation d'un artiste mais d'une partie intégrante de la conception de l'équipement et de ses abords immédiats. Le cas échéant, la prestation d'artiste devra être prise en charge par l'apport du porteur de projet (20 % minimum requis en territoires métropolitains). Des exemples de réalisation sont consultables en annexe.

Les territoires labellisés « Terre de Jeux 2024 » peuvent se rapprocher de Paris 2024 afin de disposer des éléments de design actifs élaborés par « Terre de Jeux 2024 ».

Plus d'informations ici :

<https://terredejeux.paris2024.org/actualite/paris-2024-lance-son-guide-operationnel-du-design-actif>

Contact : terredejeux2024@paris2024.org.

La couverture et/ou l'éclairage d'équipements de proximité existants :

- La couverture d'un équipement sportif de proximité existant non couvert ;
- L'éclairage LED d'un équipement sportif de proximité existant non-éclairé ;
- Les remorques pour les dossiers portant sur l'acquisition d'équipements mobiles en territoires ultramarins (les remorques seules ne sont pas éligibles).

Les travaux autres que ceux directement liés à la nature sportive de l'équipement et non définis comptablement et fiscalement comme de l'investissement, tel que le financement d'artistes pour le design des équipements, ne sont pas pris en compte au titre du montant subventionnable.

La **base subventionnable** se limite à **l'emprise foncière de l'équipement sportif. Ainsi les travaux de voirie, d'extension des réseaux (eau, téléphone, électricité, etc.) et d'aménagement périphérique (plantation, mobilier urbain, places de stationnement autre que pour personnes à mobilité réduite, etc.) ne sont pas éligibles, à l'exception des casiers faisant office de vestiaires pour les équipements de proximité extérieurs.**

Pour les salles autonomes connectées, l'ensemble du projet, correspondant à l'emprise de la construction, est éligible, à l'exception du matériel informatique (ordinateurs, tablettes, applications...).

- motif de dérogations :
 - **Pour le design actif** : la peinture ou des motifs réalisés dans le cadre du design actif pourront débordés de l'emprise foncière de l'équipement mais devront toutefois être circonscrits aux bords immédiats de l'équipement (hors espaces public) ;

Territoires éligibles :

Tous les territoires sont éligibles. Les dossiers situés en territoires carencés seront néanmoins examinés en priorité. Les territoires carencés sont définis de la façon suivante :

- **En territoire urbain** : projets situés dans les quartiers de la politique de la ville (QPV) ou leurs environs immédiats ;
- **En territoire rural** : projets situés dans les zones de revitalisation rurale (ZRR) ou dans une commune appartenant à une intercommunalité ayant signé un Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) qualifié de rural conformément aux critères définis par le Comité Interministériel à la Ruralité du 14 novembre 2020, ou dans un bassin de vie comprenant au moins 50 % de la population en ZRR ;
- **En territoire ultramarin.**

Les projets relatifs à l'acquisition d'équipements mobiles devront justifier le déploiement de ces équipements dans des territoires carencés, le cas échéant.

Taux de subventionnement : de 50 à 80 % maximum du montant subventionnable (taux pouvant atteindre 100 % dans les territoires ultramarins) avec un plafond de subvention par dossier de demande de subvention à 500 000 €.

Valorisation par un taux de subventionnement plus favorable des équipements incluant un ou plusieurs des critères suivants :

- Une localisation à proximité d'endroits générateurs de flux/lieux de centralité (écoles, centres-villes, lieux de résidence, lieux d'activité professionnelle...) éclairés et sécurisés,
- Une démarche écoresponsable (éclairage LED, panneaux solaires, utilisation de matériaux biosourcés et/ou recyclés, mobilisation de filières courtes...),
- Une pratique féminine renforcée (pour les plateaux de fitness et les parcours de santé : choix des types et hauteurs de modules adaptés aux femmes),
- Le design de l'équipement (hors prestation d'artiste),
- Une démarche innovante et/ou connectée.

Le caractère innovant de l'équipement réside soit dans la conception nouvelle d'un équipement (forme, matériaux, aménagements, modularité...) ou **par les services offerts, nouveaux ou améliorés par rapport à ceux existants et disponibles sur le marché à la même période**. Il peut résulter de nouveaux procédés de production ou de construction, d'une nouvelle méthode d'organisation dans les pratiques liées à une conception différente, d'une nouvelle organisation spatiale, ou encore d'une nouvelle relation de l'équipement à ses utilisateurs ou à son environnement. Les projets innovants devront présenter un modèle économique viable permettant une reproductibilité et un déploiement à plus grande échelle.

✓ **Seuil minimal de demande de subvention : 10 000 €**

Apport minimal du porteur de projet : 20 % minimum du coût total du projet sauf pour les territoires ultramarins - les apports privés pouvant être inclus dans la participation du porteur de projet.

Conventionnement relatif à l'utilisation et à l'animation des équipements sportifs de proximité :

Une convention d'utilisation et d'animation de l'équipement sportif devra être signée par le porteur de projet et le(s) utilisateur(s) du(des) équipement(s) **a minima une association sportive²**, mais aussi une ou plusieurs collectivités, clubs, établissements scolaires, entreprises..., **et/ou le propriétaire foncier** précisant les créneaux prévisionnels qui seront réservés aux utilisateurs signataires et les créneaux en accès libre. La convention devra en effet garantir des créneaux en accès libre pour le grand public³. Un exemple de convention est joint en annexe 4.

Les dossiers ne disposant pas de convention(s) d'utilisation et d'animation signée(s) ou pas de convention signée, ne peuvent être déclarés complets, conformes et éligibles. Ceux pour lesquels un accusé de réception aura malgré tout été délivré seront déclarés inéligibles.

Foncier : les porteurs de projet éligibles doivent attester de la propriété foncière de l'équipement (pouvant être détenue par des entreprises) ou d'une propriété prochaine (copie de promesse de vente signée) ou encore d'un titre leur donnant un droit de propriété ou d'usage sur une période de 10 ans à compter de la fin des travaux.

Pour les équipements mobiles et l'aménagement de locaux existants la durée d'amortissement est fixée à 5 ans à compter de l'acquisition de l'équipement ou de la réalisation des travaux d'aménagement, conformément au règlement des subventions d'investissement.

¹ Pour les projets d'équipements de proximité mobiles, il s'agira d'indiquer, dans la note d'opportunité, l'organisation et la planification prévisionnelle de l'activité sportive envisagée et les territoires prévus pour l'implantation des équipements.

² Conformément à la délibération du Conseil d'administration n°51-2021 du 2 décembre 2021.

³ Les équipements de proximité créés dans les locaux existants ainsi que les bassins de natation mobiles ne sont pas soumis à cette obligation.

Modalités de dépôt des dossiers de demande de subvention par les porteurs de projet :

Au moment du dépôt du dossier, **aucun commencement d'exécution (les devis, bon de commande ou ordres de service ne doivent pas avoir été signés) ne doit avoir eu lieu.**

Toute demande de subvention déposée au titre des crédits régionaux, les porteurs de projets doivent prendre l'attache des services déconcentrés de l'Etat de leur département avant de constituer leur demande de subvention.

✓ **Dépôt des dossiers auprès des services déconcentrés du ministère des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques soit :**

- Au niveau départemental : SDJES (Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports) voir tableau ci-dessous ;

Délivrance d'un accusé de réception de dossier éligible, conforme et complet par les services déconcentrés : dans le mois à compter de la réception d'un dossier éligible, conforme et complet. Ce document permet au porteur de projet, le cas échéant, de commencer les travaux, **mais ne vaut pas promesse de subvention.**

✓ **Date limite de dépôt des dossiers complets en SDJES : au plus tard le Lundi 03 avril 2023**

✓ **Dépôt des dossiers :** en Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (SDJES)

Loiret (45)

DRAJES Centre-Val de Loire

Patrick LEFORT

Référent équipements

Tél : 02 36 47 72 48

patrick.lefort@ac-orleans-tours.fr

Indre (36)

SDJES de l'Indre

David GALLOIS

Référent équipements

Tél : 02 36 27 61 11

david.gallois@ac-orleans-tours.fr

Cher (18)

SDJES du Cher

Véronique DOLEANS

Référente équipements

Tél : 02 38 79 38 98

veronique.doleans@ac-orleans-tours.fr

Indre-et-Loire (37)

SDJES d'Indre-et-Loire

André BAHON

Référent équipements

Tél : 02 36 47 72 77

Andre.bahon@ac-orleans-tours.fr

Eure-et-Loir (28)

SDJES d'Eure-et-Loir

Nathalie HABERT

Référente équipements

Tél : 02 34 42 94 77

nathalie.habert1@ac-orleans-tours.fr

Loir-et-Cher (41)

SDJES du Loir-et-Cher

Adrien BRUCKER

Référent équipements

Tél : 02 36 47 72 85

adrien.brucker@ac-orleans-tours.fr

Constitution du dossier de demande : pièces à fournir au SDJES

Toute demande de subvention déposée au titre des crédits régionaux, les porteurs de projets doivent prendre l'attache des services déconcentrés de l'Etat de leur département avant de constituer leur demande de subvention.

Chaque dossier présenté aux services SDJES doit être complet et comporter :

- **La lettre du porteur de projet signée en original demandant** une subvention à l'Agence nationale du Sport ;
- **Le plan de financement prévisionnel** sur papier à en-tête et **signé en original** du représentant légal à présenter en hors taxe pour les collectivités territoriales et en TTC pour les associations (fournir une copie des décisions de subventions déjà attribuées) ;
- **L'attestation de propriété ou copie du titre d'occupation du terrain ou des bâtiments** pour une durée minimale variant en fonction du type d'équipement (cf. règlement d'intervention relatif aux subventions d'équipement)
- **Le Formulaire de demande de subvention** dûment complété en version papier et Excel (onglet 2)
- **L'attestation de non commencement d'exécution de l'opération** (travaux, acquisition, etc.) **signée en original** par le représentant légal ;
- **L'extrait de délibération et/ou décision du conseil municipal** mentionnant le projet ;
- **Devis estimatif détaillé de l'opération** (par lot pour les salles connectées autonomes) non signé. Les devis établis par les maîtres d'ouvrage sont fournis sur papier à en-tête et signés en original par le représentant légal.
- **La note d'opportunité décrivant le projet** et l'intérêt de l'équipement pour le développement de la pratique sportive organisée par les associations et les clubs agréés, et le cas échéant, son caractère innovant, les démarches écoresponsables mises en œuvre et toutes mesures permettant de garantir la pratique féminine, ainsi que les détails quant à la situation de carence sportive au regard de l'offre sportive existante sur le territoire et au regard de la situation géographique en territoires carencés le cas échéant :
 - Dans les quartiers de la politique de la ville (QPV) ou leurs environs immédiats,
 - Dans les communes en zones de revitalisation rurale (ZRR) ;
 - Dans une commune appartenant à une intercommunalité signataire d'un contrat de relance et de transition écologique (CRTE) rural, ou dans un bassin de vie comprenant au moins 50 % de population en ZRR,
- **Les Conventions relatives à l'utilisation et à l'animation des équipements sportifs de proximité** signée entre le porteur de projet et a minima une association à vocation sportive et, le cas échéant, d'autres utilisateurs (collectivités, clubs, établissements scolaires, entreprises...) et/ou le propriétaire foncier précisant les créneaux prévisionnels qui seront réservés aux utilisateurs signataires et les créneaux en accès libre pour le grand public.

Les dossiers sans convention seront considérés comme inéligibles !

Dérogation pour les projets d'équipements de proximité mobiles, les équipements de proximité créés dans des locaux aménagés ainsi que les bassins de natation mobiles ou flottants : il s'agira simplement d'indiquer, dans la note d'opportunité, l'organisation et la planification prévisionnelle de l'activité sportive envisagée le cas échéant en territoire carencé.